

Accords fiscaux—Loi

à ceux qui malheureusement n'ont pas d'autre alternative que de vivre avec les coupures.

On a devant nous, monsieur le Président, un amendement qui m'apparaît, étant donné les circonstances, très raisonnable, où on dit:

«La Chambre refuse de continuer l'étude de ce projet dont le principe consiste à réduire unilatéralement les paiements du gouvernement fédéral aux provinces pour l'éducation postsecondaire et les services de santé qui sont essentiels.

Cela ne m'apparaît pas, monsieur le Président, «déraisonnable» comme disposition ou comme mesure, et à mon grand regret, on est avec l'opposition du Nouveau parti démocratique, les seuls à soulever cette question-là et on assiste à un blocage absolument éhonté, scandaleux, dis-je, au niveau de tous ceux qui se devraient par leur fonction de défendre, de représenter les intérêts de leurs provinces respectives.

On se propose actuellement de couper des sommes aussi faramineuses que 8 milliards de dollars et on a une «députation» qui, Dieu sait, est nombreuse et qui laisse tout passer cela, sans aucune réaction, sans aucune remarque et sans aucune espèce de commentaire! Plus que cela, mes collègues l'ont soulevé précédemment, aucun ministre n'a eu le courage et l'audace de se lever pour tenter de défendre les provinces qui, étant donné les circonstances, sont orientées vers un appauvrissement extrêmement important.

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je pense que la population qui nous écoute présentement doit être déçue et même découragée de voir l'attitude des députés conservateurs. Monsieur le Président, ici on a un projet de loi très important, non seulement pour les institutions, pour nos provinces, mais pour les citoyens et citoyennes de chacune de nos circonscriptions. Le projet de loi qu'on discute présentement a pour but de couper des sommes d'argent dans deux choses qui sont les plus importantes, deux choses dont la majorité des gens ont su profiter, bénéficier dans le passé, la santé et l'enseignement.

Monsieur le Président, de façon égoïste, à l'image du premier ministre (M. Mulroney) et de façon encore... l'absence de dire la vérité, ce gouvernement a décidé de façon unilatérale de couper les sommes d'argent octroyées aux provinces aux niveaux de la santé et de l'éducation.

Monsieur le Président, qui sont les otages de ce gouvernement alors qu'en même temps ce même gouvernement a déposé un projet de loi pour venir en aide à des gens qui avaient des comptes de banque de \$60,000 ou plus, monsieur le Président? Après cela, on se demande: Ça veut dire quoi la couleur «conservateur», ça représente qui? Ça représente les riches, monsieur le Président. Encore une fois, on a un projet de loi qui démontre clairement l'attitude, l'incompétence, l'ignorance, l'insouciance des députés conservateurs; aucun député conservateur du Québec ne s'est levé. Monsieur le Président, en 1979, lorsque les libéraux avec le Nouveau parti démocratique ont renversé le gouvernement conservateur, il y avait six députés du Québec, six députés créditistes, qui ont fait ce que les députés conservateurs font présentement, ils ne se sont pas levés. Immédiatement, aux élections, la population les a battus, les a rejetés, il n'y a plus un créditiste dans cette Chambre, monsieur le Président.

J'arrive d'une tournée du Québec, monsieur le Président, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Québec...

Une voix: Vous n'étiez pas 40.

M. Malépart: Je vois qu'on commence à les réveiller, monsieur le Président, le député de Lotbinière...

Une voix: Il va revenir.

M. Malépart: Je me rappelle, monsieur le Président, si Jean-Guy Dubois, l'excellent député de Lotbinière, était ici, lui il se serait tenu debout, lui il les aurait défendus, les Québécois, il ne serait pas parti pour aller donner un coup de poing sur le nez à son président, il serait resté ici en Chambre pour défendre la population, monsieur le Président, c'est cela qu'il aurait fait.

Une voix: Encore...

M. Malépart: Monsieur le Président, regardons quelles sont les conséquences de ce projet de loi-là si les députés conservateurs de tous les coins du pays ne se réveillent pas. Ce sont nos personnes âgées, monsieur le Président, qui vont être obligées de payer pour avoir des soins dans les centres hospitaliers ou qui vont être obligées de refuser d'être admises dans un centre hospitalier à cause du manque de fonds que les provinces n'auront pas pour accorder des services adéquats, monsieur le Président. C'est notre jeunesse qui est en train de se perdre, qui n'a pas d'emploi à cause de l'incompétence de ce gouvernement, c'est encore d'autres jeunes qui vont être découragés, et les coûts de l'enseignement postsecondaire vont être augmentés, monsieur le Président.

Monsieur le Président, le député qui vient de crier, s'il était capable de se lever, puis de parler et de défendre les intérêts de sa population... C'est cela, monsieur le Président, que ces gens-là ne sont pas capables de faire.

M. Tremblay (Lotbinière): Tu étais parti en voyage.

M. Malépart: Oui, monsieur le Président, le député de Lotbinière dit que j'étais parti en voyage. J'étais en voyage dans la région de Québec, dans votre région, monsieur le Président, la circonscription de Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières justement pour défendre les intérêts des préretraités qui ont été «coupés» de façon sauvage par votre gouvernement au niveau des prestations d'assurance-chômage, monsieur le Président, et j'étais en voyage à mes frais pour défendre les gens parce que la population de Lotbinière n'a pas de député pour les défendre ici...

Une voix: Démissionnez!

M. Malépart: Les gens de la belle ville de Québec, monsieur le Président, M^{me} Lalonde, une défenderesse des personnes qui sont prises et qui m'ont demandé de me lever en Chambre pour les défendre parce que dans la région de Québec, elles n'ont aucun député, monsieur le Président, même pas un ministre pour les défendre...

Monsieur le Président, c'est triste de voir cela. Et je me rappelle les nouveaux députés conservateurs lorsqu'ils ont été élus. Ils ont dit: On prend le pouvoir. C'est sûr qu'il y en a qui ont pris le pouvoir pour faire du patronage, cela est clair et net, cela a été la première préoccupation. Il y en a tout de suite qui ont écrit aux gens une belle lettre: Si vous voulez votre nom dans le contrat, vous devez faire ceci, vous devez faire cela. Mais ils n'ont pas parlé du projet de loi C-96, ceux qui ont fait cela, ils n'ont pas parlé qu'ils couperaient l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse, qu'ils imposeraient une taxe sur